

Le Bonnet Rouge

DIRECTION & PUBLICITÉ
14, rue Drouot (Paris 9)
Téléph. : CENTRAL 69-70

Quotidien Républicain du soir

5 centimes — PARIS ET DÉPARTEMENTS — 5 centimes

RÉDACTION & ADMINISTRATION
142, rue Montmartre (Paris 2)
Téléph. : CENTRAL 80-62

Abonnements : Paris 20 fr. ; Départements 24 fr. ; Étranger 32 fr.
Les abonnements pour 6 mois sont reçus

DIRECTEUR :

Miguel ALMEREYDA

Pour la Publicité s'adresser à la Direction

14, rue Drouot, Paris (9)

L'Œuvre du Comité D'ACTION

Socialistes et Syndicalistes

On se rappelle les craintes ressenties par un certain public, sur l'attitude que prendraient, à l'instant de la mobilisation, les adhérents à l'Union des Syndicats et les membres de la C. G. T. Le fameux carnet B était là, tout ouvert, il suffisait que quelqu'un pressât sur le bouton pour que tous les farouches révolutionnaires soient incarcérés avant d'avoir pu commettre les actes de sabotage qui devaient entraver toutes les opérations militaires.

Les soupes populaires

Rue Grange-Batelière, on eut vite fait de comprendre que ceux qui ne se battaient pas contre les Boches auraient à lutter contre un ennemi non moins terrible : La misère. Aussitôt, les membres des deux grands groupements ouvriers ont organisé une campagne.

Le Secours national venait de se constituer. Il avait été entendu que toutes les classes de la société seraient représentées, sans distinction de partis politiques ou de confessions religieuses. L'Union des Syndicats délégua son secrétaire, Joubaux, et la C. G. T. le camarade Bled.

Le comité d'action

Le Comité d'action comprend les membres du parti socialiste, de nombreuses coopératives et une délégation de la C. G. T. agissant d'accord avec l'Union des Syndicats.

Une campagne énergique a été menée contre la vie chère. Elle a abouti en partie, mais pas encore suffisamment au gré de l'Union des Syndicats, qui poursuit la lutte à outrance contre tous les spéculateurs, à quelque classe de la société qu'ils appartiennent. Le Comité d'action s'occupe également avec la plus grande attention de la question des loyers.

Les cent sous du Poilu

L'Union des Syndicats a créé une caisse de solidarité qu'elle alimente par ses propres moyens. Tous les employés de la maison des Syndicats versent à la caisse une partie de leurs appointements et tous ceux qui le peuvent viennent apporter à la caisse leur obole.

Plus de 15.000 francs ont été versés depuis le début des hostilités. Ces sommes ont été employées à secourir les misères les plus grandes, à venir en aide aux femmes des camarades mobilisés, malades ou dans le dénuement, et aussi d'adresser aux « poilus » du front, chaque fois qu'ils le demandent, une pièce de cent sous.

Cette pièce de cent sous est encore donnée aux permissionnaires qui viennent voir leurs camarades de Paris. A ce sujet, il est à remarquer que ces braves ouvriers d'hier, bons soldats d'aujourd'hui, sont d'une discrétion rare. Ils ne frappent à la porte de la caisse que lorsqu'ils y sont contraints par la nécessité, et nombreux sont les permissionnaires venus à Paris, qui, à l'offre de la « lune » habituelle répondent : — Gardez cela pour de plus malheur

reux que moi. J'ai assez pour aujourd'hui. Admirable solidarité du travailleur.

Les allocations militaires et de chômage

La C. G. T. a des membres délégués à la commission supérieure des allocations militaires qui siège au ministère de l'Intérieur. Cette commission, on le sait, a été instituée pour revoir les décisions prises par les maires et les préfets. A la campagne, surtout, beaucoup d'abus se sont glissés dans la répartition des allocations militaires et de chômage. Des clans, des coteries, existent dans les petits pays et c'est ainsi que pour de mesquines questions de clocher, de pauvres femmes se voyaient rayées des listes de secours.

La C. G. T. et l'Union des Syndicats ont pris en main la cause de beaucoup de ces malheureuses et obtenu le rétablissement de leurs noms sur les listes. On sait que, sur une proposition de M. Fiancette, conseiller municipal et secrétaire du syndicat des cochers et chauffeurs, on a décidé d'élever le taux de l'allocation délivrée aux enfants, de 25 centimes.

L'Union des Syndicats et la C. G. T. ont appuyé la proposition de Fiancette, mais on voudrait faire mieux encore. Il arrive en effet que souvent l'allocation destinée aux enfants s'égare entre les mains de parents peu scrupuleux et que ceux auxquels elle est destinée n'en profitent pas. C'est pourquoi on voudrait que par les soins des maires, les enfants des familles nombreuses ou trop nombreuses reçoivent des dons en nature, des objets de première nécessité, tels que linge, chaussures, et même vêtements.

Les colis des prisonniers

Dès qu'on apprend, soit par lui, soit par sa famille, qu'un ouvrier syndiqué est fait prisonnier, on adresse aussitôt à celui-ci un colis de victuailles. Puis, par les soins de l'Union des Syndicats, le Comité départemental de secours aux prisonniers est aussitôt averti et celui-ci expédie un deuxième colis de linge, vêtements et chaussures.

Les blessés ne sont pas, non plus, oubliés et l'on fait parvenir dans les hôpitaux où ils sont soignés toutes les douceurs en corrélation avec leur état.

L'œuvre générale

Un bureau de renseignements a été créé dans les nouveaux bâtiments de la Maison des Syndicats. Au commencement de la guerre, c'est à peine si les fondations de cet immeuble sortaient de terre. La maison est aujourd'hui achevée et tous les services y sont installés. Grâce à cette organisation, on a pu faire revenir du front quantité d'ouvriers métallurgistes qui étaient retenus par l'incertitude administrative.

Le Conseil judiciaire a permis d'éviter le conseil de guerre à beaucoup de malheureux coupables de peccadilles auxquelles on donnait une importance excessive.

B'acord avec la Ligue des Droits de l'Homme, l'Union et la C. G. T. poursuivent la révision du code de procédure devant les conseils de guerre.

De nombreux orphelins de la guerre ont été placés dans l'Orphelinat d'Étretat, où se trouve le camarade Yvetot, secrétaire de la C. G. T.

Enfin, tant à l'Union des Syndicats qu'à la C. G. T., on poursuit l'œuvre commune telle qu'on la poursuivait avant la guerre, avec cette différence, seule, que, respectueux de l'Union Sacrée, syndicalistes et cégétistes ont renoncé à toute discussion dans le domaine politique et abandonné les luttes engagées déjà contre telle ou telle institution parlementaire au autre jugée par eux défectueuse.

Tel est l'effort accompli par l'Union des Syndicats et par la C. G. T. effort, nous l'avons dit, purement philanthropique et social.

Charles BOURC.

Dans Paris

UNE DISCUSSION, DU SANG. — Dans un bel appartement du quartier de Gennevilliers, François Poncelet, 32 ans, réfugié belge, se penchait de sa chaise avant-hier soir avec son ami, Louis Gaudin. Hier soir ce dernier recueillant Poncelet, sortit un couteau de sa poche et en frappa à trois reprises le malheureux belge qui s'éleva dans une mare de sang. Relevé par des agents il fut conduit à l'hôpital Necker dans un état grave. Grand a pris la fuite, il est recherché.

Opérations et Négociations

La Grèce au pied du mur

L'Entente va demander à la Grèce une réponse définitive

Athènes, 15 novembre. — Il a été décidé, par les pouvoirs de l'Entente, de créer dans les Balkans un front entièrement nouveau, exigeant la présence d'un nombre de troupes considérable. Aussi s'est-on considéré comme nécessaire d'obtenir du gouvernement grec quelque chose de plus définitif en ce qui concerne les garanties de la sécurité des forces alliées.

Il faut un peu plus qu'une simple promesse de neutralité bienveillante. On n'a pas encore indiqué la nature de ces garanties ; mais nous sommes informés par de hautes personnalités militaires et diplomatiques qu'elles n'ont, en aucune façon, à l'encontre de la dignité nationale de la Grèce.

M. Gochin à Athènes

C'est aujourd'hui mardi, dans la matinée, que M. Denys Gochin doit arriver à Athènes.

La presse salue avec enthousiasme la venue du ministre d'État français, qui jouit de sympathies générales aussi bien chez les partisans de M. Venizelos que dans le monde de la cour.

On espère que M. Denys Gochin, par sa présence, dénouera la situation et amènera le gouvernement hellène à donner satisfaction aux justes demandes des alliés.

Le point de vue du gouvernement grec

Athènes, dimanche. — Le gouvernement grec maintient, en se basant sur les lois internationales, qu'il doit désarmer toute force armée que l'ennemi repousserait à l'intérieur du territoire grec.

La Serbie et les Alliés

Des efforts surhumains

Lausanne, 16 novembre. — Suivant la Gazette de Francfort, les Serbes font des efforts surhumains pour arriver à établir leur liaison avec les troupes alliées.

Violents combats

Londres, 16 novembre. — On télégraphie d'Athènes aux journaux anglais : « Les violents combats continuent à Babouna entre Serbes et Bulgares. Les Bulgares ont renouvelé leur attaque sur la rive gauche de la Cerna, mais ils ont été repoussés avec de grosses pertes. Les Français ont avancé vers Stroumitza sans rencontrer de résistance sérieuse. »

Lausanne, 16 novembre. — La Gazette de Francfort annonce que les combats en Serbie ont pris le caractère d'une guerre de montagne.

Les Bulletins des Droitiers

L'Emprunt, vous le savez, a été voté à l'unanimité.

Or, le Journal officiel donne comme s'étant absenté un certain nombre de députés, parmi lesquels plusieurs droitiers. Le Gaulois a demandé à l'un de ces droitiers, M. Jules Delahaye, ce que cela signifiait.

M. Jules Delahaye assure que ni ses amis, ni lui, n'avaient eu l'intention de s'absentier. — Mais c'est stupide ! déclara M. Delahaye ; c'est une ridicule erreur ! Et il ne peut s'agir que d'un déplorable malentendu. Sans doute, le collègue à qui nous contons nos bulletins de vote aura, empêché ce jour-là, remis à son tour ces bulletins à un autre, lequel, au moment du scrutin, a oublié la mission dont on l'avait chargé. Je ne puis m'expliquer autrement cet erreur.

Cette « ridicule erreur » n'aura pas été inutile. Elle nous permet d'apprendre, de la bouche même du plus antiparlementaire des gens de la Droite, que ces contempteurs des pratiques parlementaires ne se comportent pas autrement que leurs adversaires, et font eux-mêmes tout ce qu'ils leur reprochent.

Vous n'avez pas oublié la violente indignation que soulevait dans l'âme des réactionnaires l'habitude prise par certains députés, trop occupés ou trop négligents, de charger un de leurs collègues de voter à leur place.

Ah ! il fallait les entendre, ces droitiers impeccables, consciencieusement protestant contre cet usage ! N'avaient-ils pas obtenu, à un moment, l'institution de « feuilles de présence » que les députés devaient signer en arrivant à la Chambre ?

Et puis, voilà qu'un beau jour on apprend que, eux aussi, ils font voter par procuration.

« Faites ce que je dis, mais ne cherchez pas à savoir ce que je fais. »

Bourse de Paris

DU MARDI 16 NOVEMBRE 1915

Le marché est plutôt faible dans son ensemble d'ailleurs, les affaires sont nulles, sauf en ce qui concerne le groupe des valeurs cuprifères qui conserve une certaine animation, surtout les porphyrytes américaines, en sables progressés.

Fonds d'État : Français 3 010, 65 55 ; 3 112 010 90 85. — Extérieur, 87 40.

Actions diverses : Banque de Silésie, 1 097 — Andalous, 309 — Monaco, 2 260 — 115, 458 — Malacca, 118 — Suez, 4 100 — Brésk, 275 — Tota, 1 095 — Danéprovienska, 2 300.

Valeurs minières : Colombia, 829 — Grosny ord., 1 745 — Rio, 1 495 — Tharsis, 1 115 50 — Spassky, 50 — Chino, 324 — Utah, 454 — Balle, 430 — Modderfontein B, 162 — De Beers ord., 311.

La neige tombe en abondance, et le froid atteint 5° au-dessous de zéro.

Le métropolitain interné

Lausanne, 16 novembre. — Le Journal hongrois de Budapest annonce que le métropolitain serbe, qui fut arrêté à Nisch par les Bulgares, a été interné au couvent de Batschkovo.

Bulgares et Français

Athènes, lundi. — Le correspondant spécial du Daily Mail télégraphie que les Français sur le front Valandovo-Rabrovo ont poursuivi leur attaque après s'être emparés de positions importantes près de la côte 516 et sont entrés dans Kostirno.

Les Bulgares ont perdu un nombre considérable d'hommes dans leur attaque de vendredi dernier sur les rives de la Crnaya. On a recensé parmi les morts les numéros de huit régiments différents, ce qui prouve que les Bulgares étaient en grande force.

Les élections grecques

Lausanne, 16 novembre. — Les journaux venizelistes demandent la démobilitation de l'armée, pour que les soldats puissent prendre part aux élections.

Lausanne, 16 novembre. — La Deutsche Tageszeitung croit que les élections grecques seront retardées d'un mois.

Succès et revers russes

Les Russes ont-ils repassé le Styx

Londres, 16 novembre. — Du Times : « Si l'est exact qu'ils Allemands aient forcé les Russes à repasser le Styx, au sud du front, cet événement a une importance considérable, car il compromettrait la partie de Tcharjorsk par les Russes, et le contrôle russe sur le chemin de fer Kovel-Stryk, à l'endroit où il franchit le Styx, serait menacé. »

L'œuvre de la flote russe

Londres, 16 novembre. — Le correspondant du Times à Pétrograd, décrivant les succès remportés par les Russes à Kemmen, dans le Nord, fait ressortir que les vaisseaux de guerre russes ont coopéré avec l'artillerie de terre, les Russes ont remporté un triomphe de la résistance acharnée de l'ennemi. »

Au Caucase

De la Mer Noire jusqu'à la rivière Arax, escarmouches d'avant-garde.

Sur le lac de Van, un de nos vaisseaux de guerre a bombardé les positions des Turcs dans la région du village Akhtamar.

Dans certains secteurs de notre front, la couche de neige atteint trois archines. — (Havas).

COMMUNIQUÉ OFFICIEL

TROIS HEURES

Rien à ajouter au précédent communiqué.

Le D' Doyen en Sorbonne

Le Figaro ayant raconté que M. le docteur Doyen s'était fait buser en Sorbonne, pour y avoir tenu des propos déplacés, nous avons demandé à l'éminent chirurgien ce qu'il y avait d'exact dans ce récit.

Le docteur Doyen nous a répondu : « Je viens de lire l'article que vous m'avez signalé dans un journal du matin. Je proteste absolument contre les termes de cet article ; on m'attribue des paroles blessantes et vulgaires, que je suis incapable de prononcer. Le sujet de mon allocution était l'avenir scientifique de la France après la guerre. J'ai exposé, en citant des faits, comment la propagande scientifique de presque tous les autres pays, celle de l'Allemagne particulièrement, était, avant la guerre, beaucoup mieux organisée que celle de la France. »

« J'ai montré comment l'Allemagne s'était employée à démarquer et à industrialiser les découvertes de nos savants ; j'ai montré comment elle propagait sa culture, dans les grands congrès internationaux avec une méthode spéciale, qui était couronnée de succès. La salle était très attentive et on m'avait beaucoup applaudi, lorsque des interruptions se produisirent au fond de la salle, au second étage, j'avais presque terminé et j'allais exposer comment il fallait améliorer en France l'enseignement aux étudiants étrangers afin de conquérir à notre tour, dans les pays d'où ils viennent, la suprématie scientifique que nos compatriotes avaient cherché à s'approprier. Quelques personnes ont crié : « — Ce n'est pas l'endroit ni le lieu » et la grande majorité de l'assistance a réclamé la suite de l'allocution. »

« J'ai dit que je me tiendrais à la disposition du public après le concert, et on a joué la Marseillaise pour faire taire les rires perturbateurs. »

« Le concert terminé, de nombreuses personnes attendaient : l'officier de paix, s'étant assuré que les perturbateurs étaient restés dans la salle, fit éteindre la lumière. J'ai demandé en quoi mes paroles avaient pu choquer si vivement certaines personnes ; on m'a dit : « — Le salubrité était préparée, comme on l'a déjà fait à votre égard, mais ils n'ont pas osé commencer leurs interruptions de suite parce que la salle vous avait trop applaudi. »

« Vous avez eu tort, me dit un des organisateurs, de citer des faits, ce qui pouvait offenser certaines personnes ; notre public aime à croire qu'en suivant nos machines, chaque dimanche, il sauve la France. »

« La question est de savoir si tous les Français sont de cet avis, et si la France, trop longtemps endormie, ne doit pas redevenir sans retard un pays d'action, qui saura bannir les rhéteurs et les incapables. »

Un Aveu maladroit DE DAUDET

Et une diffamation de Maurras

Dans ses « Souvenirs » le handit Léon Daudet parle d'un de ses collaborateurs du Figaro, un certain Rosenthal, dit Jacques Saint-Cère, qui le représente comme un agent de l'Allemagne, un ennemi de la France.

Voici en quels termes Léon Daudet décrit les services que Saint-Cère rendit à la Wilhelmstrasse :

« Il ne manquait pas de tour de main, ni de ruse. Il desservait la France à la douce, poursuivant de sa raillerie et de ses calomnies, dans un journal conservateur, comme le Figaro, les diplomates et hommes d'Etat susceptibles « bles de la renseigner. »

Mais n'est-ce point exactement ce que fait Léon Daudet, lui-même, — à la « douce » près ?

Et quel est l'homme politique capable de servir la France que Léon Daudet n'ait point calomnié ?

Tous y ont passé : Les ministres, d'aujourd'hui, ceux d'hier et ceux de demain, les jeunes et les vieux, M. Aristide Briand et M. de Freycinet, M. Emile Combes et M. Alexandre Ribot, les radicaux et les modérés, tous, sans oublier Jean Jaurès, qu'il a fait assassiner.

En dévoilant le « truc » d'un de ses semblables, le traître s'est trahi. La description est un aveu.

Maurras chez la concierge

Maurras mouchard !

Voilà la dernière incarnation, le dernier avatar, de ce vaniteux qui aspira à tout et ne réussit en rien.

Accablé par nos démonstrations, il gémit et il rage, il se démène, appelle au secours, tempête et menace.

Puis, ne trouvant rien à dire, il se met en quête d'histoires désobligeantes.

Il s'en va chez la concierge et chez le fruitier. Il fait bavarder les uns et les autres. S'il n'écoute pas aux portes, c'est que sa surdité l'en empêche. Mais il fait, à cela près, tout ce que ferait le bas mouchard d'une officine malpropre.

Et voilà ce qu'il découvre pour écraser notre directeur, Miguel Almereyda :

C'est une justice à lui rendre : quelques vagues « affaires » avaient déjà concouru à lui donner un certain lustre avant la guerre. Mais depuis la guerre, c'est la fortune, le ne parle pas du luxe, très explicite, très expliqué, d'un journal politique sans lecteurs. Je parle de l'automobile, du petit hôtel et du train de maison correspondant. Depuis quinze mois, les affaires du sieur Vigo sont les affaires de la France. Il est devenu l'un des fournisseurs de nos combattants ; ce garçon valide et solide achète et procure les armes qu'il aurait pu porter. Comme, non content de se garder intact, il ne s'est pas ruiné à cette industrie de courtier et d'informateur, il sera important de ne pas l'oublier, je le répète, à la taxation.

De cet amas confus d'allégations diées par la haine ou l'incertitude, une affirmation précise se dégage :

Maurras accuse Miguel Almereyda de s'être enrichi en intervenant comme courtier dans des marchés passés entre les fournisseurs d'armes et l'intendance.

Une affirmation aussi précise, on ne la lance que si on peut la prouver.

Maurras va nous dire bien vite quel jour Miguel Almereyda a fait ce trafic, et où, et avec qui.

Ce sont là des précisions que Maurras a le devoir de fournir au public, à l'appui de sa dénonciation.

Si non, son affirmation ne sera qu'une diffamation ajoutée à tant d'autres et chacun tiendra Maurras pour le plus abject des menteurs.

Les bandits se taisent toujours

L'Action française raconte de menus sottises et débite des mensonges sans importance.

Elle attribue, par exemple, au Bonnet rouge un fillet du Moniteur de Paris.

Mais sur les questions que nous lui posons, elle s'obstine à observer un silence que, sans doute, elle s'imagine prudent.

A l'exception de la sottise incursion que Maurras fait dans la vie privée de notre directeur, — incursion dont il est question d'autre part. — L'Action française s'en tient à d'insignifiantes sottises.

Nous avions raconté la désertion d'un militant royaliste de la Ligue d'Action française, un Louis Barthélémy, d'Apt, en Vaucluse. Renouvelant le geste criminel des royalistes sous la Révolution, qui pour ne pas servir dans les armées de la France,

qui étaient les armées de la République, émigrèrent, passèrent à l'étranger, filèrent à l'ennemi, ce royaliste d'Action française, bien qu'il fut mobilisé, profita d'une petite permission pour désertir en Espagne, pour ne pas prendre sa part de la défense nationale, pour déserter à l'impôt du sang.

Les directeurs de l'Action française avaient annoncé qu'ils feraient une enquête sur cette désertion et qu'ils rayeraient de la liste de leurs amis ce royaliste trop fidèle aux grandes traditions du parti des Bonnets.

Nous attendons toujours.

Nous avions, de même, demandé s'il est vrai que le fils de Léon Daudet, son fils aîné, issu du premier des mariages de « Barbe-Bleue » de l'Action française, le soldat Charles Daudet, soit embusqué à Paris.

Nous demandions aussi quel était alors son embusquement.

Même silence !

Enfin, Léon Daudet se garde de nous fournir le moindre éclaircissement sur la singulière démarche que fit un jour le Préfet de police (service des mœurs) son petit frère, le tendre Léon Daudet, adolescent passionné, qui avait de sa grand-mère une jeune secrétaire intime, trop intime.

CONDITIONS DE PAIX

Mais on se tire, le très honorable C.-F.-G. Masterman, dans un article du Daily Chronicle, s'emploie à prouver que la seule Paix que les Alliés pourront accepter est « celle qui protégera les générations de l'avenir. »

Et à l'appui de son affirmation, voici le minimum qui puisse être accepté :

« La Belgique retrouvera son indépendance la plus complète, avec une indemnité qui paierait les Allemands égale au coût de la reconstruction des villages et des villes détruites, la renaissance de ses usines ravagées, et une compensation pour ses blessés et ses morts. »

« La France recevra l'Alsace et la Lorraine et une indemnité pour tous les dommages causés dans les provinces actuellement envahies. Elle recevra aussi une frontière naturelle et défensive... Que l'Allemagne reste donc derrière le Rhin qui est sa frontière naturelle occidentale... »

Quant à la flotte allemande, navale et aérienne, son sort est ainsi résolu :

« La flotte allemande devra se rendre, et ou coulé ou partagé entre les Alliés. Tous les Zeppelins et les hangars à Zeppelins seront brûlés. Ils ont été inutiles en matière de guerre et ce ne sont que des machines pour tuer les femmes et les enfants non armés. Les colonies allemandes, sans valeur par elles-mêmes, devront rester comme trophées aux nations qui les auront conquises. »

« Sur des seules bases, conclut Mr Masterman, la paix européenne pourra être assurée. »

L'Allemagne accepterait la Paix !!!

Lausanne, 16 novembre. — Dans un article de fond, la « Gazette de Voss » écrit qu'« l'Allemagne est prête à faire la paix si on le lui demande. »

L'Arrivée du Général Hiver

Le Bonhomme Hiver a laissé tomber ce matin sur Paris quelques poils blancs de sa barbe, et en sortant de chez eux les travailleurs se hâtant vers la besogne quotidienne ont eu le visage fouetté par les ailes des phylétées hivernales.

Mais, comme tant d'autres, le Bonhomme Hiver est aujourd'hui mobilisé et il s'est transformé en Général Hiver.

Si on en croit les paysans qui se basent sur certaines remarques, l'Hiver de 1915-16 devrait être précoce et rigoureux.

Pour faire ce pronostic, les gens de la campagne se basent sur ceci, que les moineaux des champs se sont mis en bande de très bonne heure, que les pigeons sont revêtus d'une triple tunique et qu'enfin les arbutins — vaigraiment connus sous le nom de buissons ardents — sont couverts d'innombrables pelées bêtes rouges.

La neige faisant dans notre région son apparition le 16 novembre, et le thermomètre, étant déjà tombé en Pologne à -18° semblent vouloir confirmer les dires des cultivateurs.

Si l'Hiver qui commence est semblable à celui de 1914, les Austro-Allemands qui se trouvent en face des Russes vont se trouver en fâcheuse posture. La grande armée de Nicoloff, lorsqu'elle entra en campagne, était composée de troupes fraîches. Ces hommes robustes, entraînés et aguerries, étaient en chantant jusqu'à Moscou. Ils avaient battu les Russes à la Moskova, ils avaient repoussé devant eux les hordes de cosaques qui luyaient, ou feignaient de fuir. Et sous les murs de Moscou, les généraux invincibles virent se dresser devant eux le général Hiver, qui, silencieusement, sans dire un mot, envoya, crenail déjà les tombes de nos soldats.

LE « BONNET ROUGE » EST LE SEUL GRAND JOURNAL RÉPUBLICAIN DU SOIR.

